

C'est toujours avec plaisir que je m'adresse à des étudiants d'université, et particulièrement à des étudiants en sciences économiques et commerciales. Il y a un tiers de siècle environ, j'étais comme vous, étudiant les sciences commerciales à l'Université de Toronto. Je crois donc vous comprendre assez bien.

Vous avez appris les fondements favorisant la fortune ou la ruine d'une entreprise. Vous connaissez les éléments qui entrent dans la production; ce qui constitue une gestion saine; la nécessité d'innover et de prendre des risques; les avantages d'une préparation soigneuse, de la mise en oeuvre et du suivi. Et vous savez également que la réussite ou l'échec d'une entreprise dépend aussi, plus ou moins, du genre de climat économique établi par les gouvernements. Le temps passe, mais ces éléments fondamentaux demeurent.

De loin, la plus grande différence entre les affaires de nos jours et celles de 1959, quand j'ai obtenu mon diplôme, est le phénomène de la mondialisation. Cela a donné lieu à d'énormes possibilités mais aussi à de grands défis.

Cela a obligé chaque gouvernement et chaque entreprise, à travers le monde entier, à se poser les questions suivantes : comment participer pleinement à l'économie internationale et interdépendante, et comment se mettre à l'avant-garde de la vague d'échanges commerciaux et d'investissements qui déferle sur le monde.

Aujourd'hui, je voudrais expliquer comment le gouvernement fédéral, depuis huit ans, essaie de créer un climat économique qui aidera notre pays à relever le défi du commerce et de l'investissement mondiaux.

Bien entendu, il y en a qui croient que nous n'avons pas besoin de relever ce défi. Ils soutiennent qu'en nous exposant au vent de la concurrence internationale, nous jouons le jeu des perfides «multinationales». Ils voudraient que le Canada reste ce qu'il a été, dans un passé idéalisé.

C'est un débat dont je me délecte, parce que les faits et les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Par exemple, en 1959, lorsque j'ai quitté l'université, le Produit intérieur brut (PIB) par habitant du Canada était d'un peu plus de 8 000 dollars par année. Aujourd'hui, compte tenu de l'inflation, il est deux fois et demi plus élevé, soit 20 000 dollars par année.

Durant la même période, un peu plus de trois décennies, les exportations et les importations du Canada, par rapport au PIB, compte tenu de l'inflation toujours, ont augmenté dans la même proportion.